

Les banques suisses et les émissions qu'elles financent

“If we don’t make the minimum global effort, which will be hopefully upped next year, to curb emissions, rising temperatures will wipe out whole segments of economies, not to mention the dramatic human damage it will cause.”

Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international (FMI), au World Economic Forum 2019¹

Introduction

Des dégâts d'une ampleur catastrophique menacent notre Terre et le système économique international. Des branches entières de l'économie seront détruites si nous ne parvenons pas à arrêter le changement climatique. Pour atteindre l'objectif de « nettement en dessous de 2°C et si possible en dessous de 1.5°C » d'augmentation maximale de la température qui fait l'objet de l'Accord de Paris, il faut drastiquement réduire les émissions planétaires de gaz à effet de serre et les ramener à zéro d'ici 2050 au plus tard.

Un des trois objectifs principaux de l'Accord de Paris sur le climat conclu en 2015 consiste à harmoniser les flux financiers internationaux avec les exigences d'une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'un développement économique supportable pour le climat. La Suisse s'est engagée dans ce sens en signant l'Accord de Paris.

Le secteur financier suisse est toutefois encore bien loin d'avoir pris conscience de cette réalité et de prendre ses responsabilités au sérieux. Selon les chiffres de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), les portefeuilles gérés en Suisse soutiennent un réchauffement climatique planétaire catastrophique de 4° à 6°C.² Jusqu'à présent, les opérations de crédit aux entreprises accordé par des banques suisses n'ont guère tenu compte de leur effet sur le climat et des risques que cela constitue. Greenpeace Suisse a examiné les émissions financées par Credit Suisse et UBS du point de vue des crédits octroyés à 47 entreprises et analysé leurs effets sur le climat. Ce factsheet vous présente les principaux résultats de cette analyse.

Les instituts financiers suisses doivent décider s'ils veulent soutenir l'économie mondiale dans la transition vers un avenir pauvre en carbone. Ou s'ils veulent continuer comme si de rien n'était et perdre ainsi leur pertinence, ainsi que la confiance de la société et des actionnaires, et amener notre planète encore un peu plus près du précipice.

1 <https://www.express.co.uk/finance/city/1077843/Christine-Lagarde-Davos-2019-financial-crisis-warning-climate-change>

2 <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/climat-et-marche-financier.html>

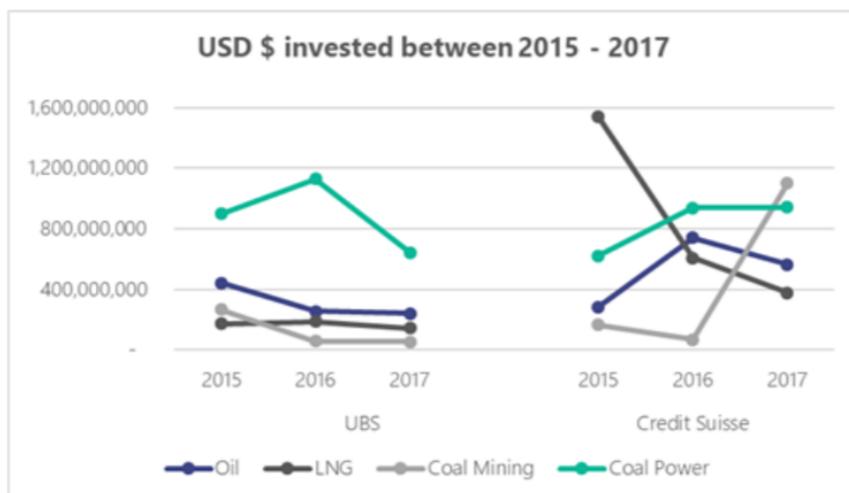
Le financement d'entreprises actives dans le domaine des énergies fossiles extrêmes

Le rapport « *Eine Analyse der von Credit Suisse und UBS finanzierten Emissionen aus fossilen Brennstoffen* » publié en novembre 2018 constitue une analyse quantitative des émissions dont Credit Suisse et UBS sont coresponsables en ayant financé des entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles qualifiés d'extrêmes. Une analyse du financement de 47 entreprises actives dans ce secteur (charbon, pétrole extrait de sables bitumineux, de l'Arctique et de la haute mer, ainsi que le gaz naturel liquéfié GNL) montre que les deux grandes banques suisses fournissent des milliards à des entreprises et des projets parmi les principaux émetteurs de carbone.

De 2015 à 2017, Credit Suisse et UBS ont mis USD 12.3 milliards à disposition de 47 entreprises exploitant des combustibles fossiles particulièrement sales au point d'être qualifiés d'extrêmes (UBS USD 4.5 milliards et Credit Suisse 7.8 mia).

Alors qu'entre 2015 et 2017, UBS a réduit le financement en chiffres absolus qu'elle accorde à de telles entreprises, le financement accordé par Credit Suisse (également en chiffres absolus) a augmenté durant la même période. Le recul de l'UBS vient d'une diminution du financement dans le domaine du pétrole, de l'extraction de charbon et de la production d'électricité dans des centrales au charbon. L'augmentation chez Credit Suisse est principalement le résultat d'une nette augmentation du financement d'entreprises actives dans l'extraction de charbon entre 2016 et 2017 (voir tableau 1).

Graphique 1 :



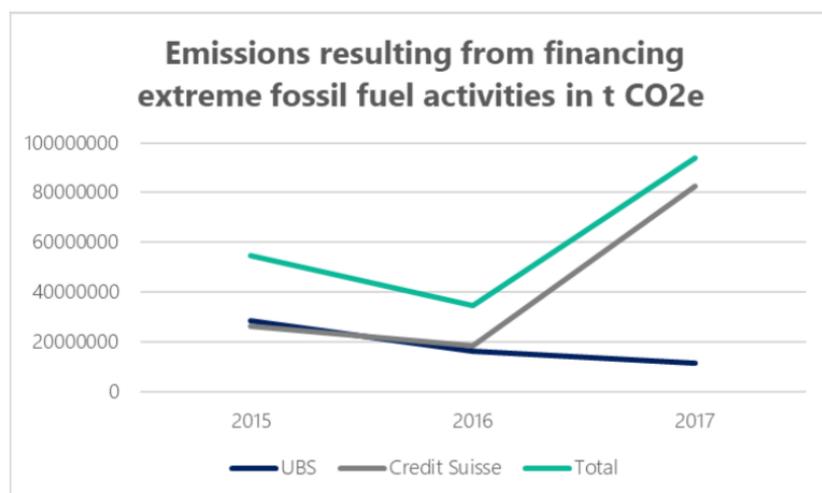
... émettent des substances toxiques et accélèrent le changement climatique

En 2017, deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, les émissions financées par les deux banques atteignaient la valeur maximale de 93.9 mio de tonnes d'équivalent CO2 (CO2e) (voir tableaux 2 et 3). En finançant les 47 entreprises sur lesquelles nous nous limitons dans le présent document, les deux banques se sont rendues responsables en 2017 d'environ le double des émissions de gaz à effet de serre de toute la population et de toutes les industries de la Suisse.

Avec 82.6 millions de tonnes de CO2e, Credit Suisse était responsable de la part du lion des émissions financées en 2017 (voir tableau 1). Environ 67.2 millions de tonnes de CO2e viennent du financement de charbon, soit 16 fois plus qu'en 2016. En 2017, Credit Suisse a ainsi contribué à plus de deux fois plus d'émissions nocives pour le climat que toute la consommation d'énergie de la Suisse en une année.³ La totalité des émissions financées par Credit Suisse et UBS entre 2015 et 2017 (47 entreprises) provoquerait une augmentation de la température globale de 0.0001293345 degré Celsius.

Ce n'est pas ainsi que l'on protège le climat, malgré ce qu'en dit la propagande verte de ces banques.

Graphique 2 :



³ Selon l'inventaire des gaz à effet de serre de la Suisse, en 2016, les émissions provoquées en Suisse par la consommation d'énergie étaient d'environ 37.5 millions de tonnes ; 48.3 mio de tonnes de gaz à effet de serre ont été émis en tout.

Graphique 3 :

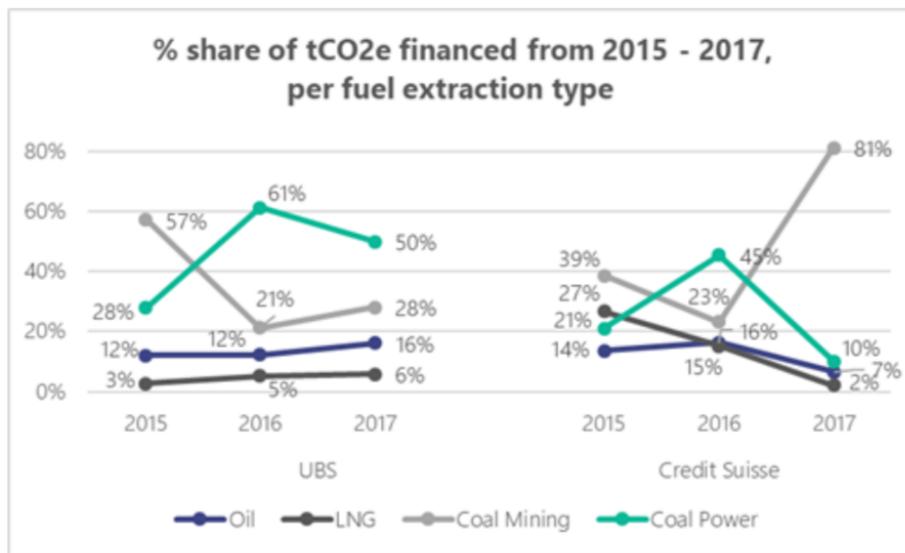


Tableau 1 - Emissions générées par le financement de telles activités, en tonnes de CO2e :

Total				
	2015	2016	2017	2015-2017
UBS	28,408,305	16,210,013	11,329,433	55,947,752
CS	26,129,652	18,220,964	82,628,263	126,978,880
Total	54,537,957	34,430,978	93,957,697	182,926,633

... et beaucoup de ces entreprises font du lobbying contre la protection du climat

Parmi les 47 entreprises examinées, 11 soutiennent activement les activités d'un lobby qui nie le changement climatique dans le but d'empêcher ou affaiblir les mesures et les prescriptions de protection du climat. Il n'y a que l'entreprise Enel qui se distancie clairement de telles activités. Peu ou pas de données fiables sur le lobbying sont disponibles pour un grand nombre des entreprises analysées ici. Mais au moins 42.2% du financement accordé par UBS à des combustibles fossiles extrêmes sont allés à des entreprises actives dans le lobbying climatoscéptique : 28.7% pour Credit Suisse.

Il n'est ainsi pas étonnant que seules 2 des entreprises financées disposent d'un objectif scientifiquement fondé (Science Based Target, SBT)⁴, soit Enel et NRG Energy.

4 Un SBT est un objectif de réduction des émissions qui dit précisément à une entreprise de combien elle doit

Brûler les réserves de combustibles fossiles de moins de la moitié de ces entreprises émettrait le triple des émissions planétaires annuelles.

Les réserves en combustibles fossiles de seulement 19 des entreprises examinées montrent combien les banques suisses continuent de miser sur l'ère des combustibles fossiles. Brûler toutes les réserves de ces 19 entreprises émettraient 144.5 milliards de tonnes de CO₂e — environ le triple des émissions planétaires annuelles.

Le changement climatique constitue une menace physique à court et à long terme pour beaucoup d'entreprises

Les autorités de surveillance des marchés financiers ont averti que les effets physiques et les adaptations réglementaires liés au changement climatique pourraient constituer un risque matériel pour les portefeuilles de crédits des banques.

On ne peut pas nier que nous subissons de plus en plus les conséquences du changement climatique. Plus nous attendons pour prendre le contrôle des émissions de gaz à effet de serre et du changement climatique effréné, plus les conséquences en seront irréversibles.

Les risques physiques viennent de la variabilité du climat, d'événements extrêmes et du décalage des modèles climatiques à long terme qui est déjà bien visible. Certains risques climatiques d'une entreprise ou d'un projet peuvent être couverts par une assurance, mais de nombreuses assurances préviennent qu'un monde de 3 à 4 degrés plus chaud ne pourrait plus être assuré.⁵ Entre temps, les primes d'assurance continuent d'augmenter après une série de graves ouragans, inondations et une intensive saison de feux de forêt. S'ils ne sont pas examinés, les risques physiques pourraient amener à une péjoration notable de la situation financière des entreprises concernées qui ne pourraient de ce fait plus assumer leurs engagements à l'égard des banques.

34 des entreprises analysées sont soumises, à des échéances différentes, à des risques physiques d'origine climatique. Des risques physiques caractéristiques ont été attribués à ces entreprises en fonction de leur secteur et de leur région, ainsi que de la menace que le changement climatique et des événements catastrophiques leurs font courir à long terme⁶.

réduire ses émissions par rapport à une année de référence pour se développer dans le sens de l'Accord de Paris : <https://sciencebasedtargets.org/>

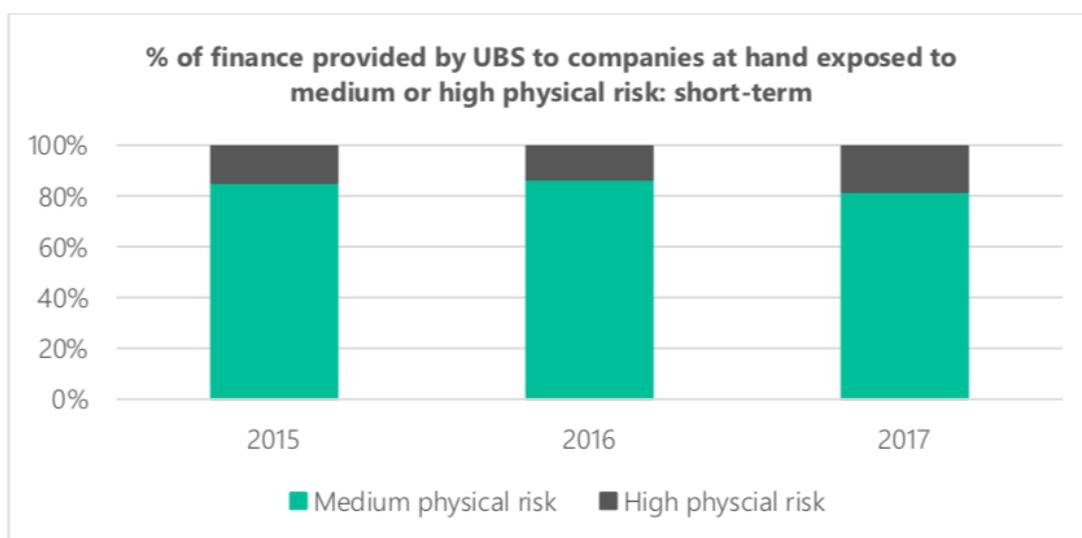
5 «Climate change on track to make world 'uninsurable' : IAG», Financial Review, 15 novembre 2018 <https://www.afr.com/business/insurance/climate-change-on-track-to-make-world-uninsurable-iag-20181115-h17xu5>. «AXA Insurance Chief Warns of 'Uninsurable Basements' from New York to Mumbai», Insurance Journal, 15 janvier 2018, <https://www.insurancejournal.com/news/international/2018/01/26/478615.htm>

6 La description suivante des différents classements de risques (bas, moyen, haut) a été établie par ISS Ethix. Un

Il ressort de cette analyse qu'entre 2015 et 2017, la proportion des financements accordés par les deux banques à des entreprises courant des risques physiques élevés à court terme a augmenté. Dans l'ensemble, Credit Suisse a accordé dans l'absolu plus de financement à des entreprises soumises à des risques physiques élevés à court terme, alors qu'UBS en a plutôt accordé à des entreprises courant des risques physiques moyens.

Les graphiques 4 à 7 montrent le pourcentage de financement que les deux banques ont accordé à des entreprises courant des risques à court et long terme.

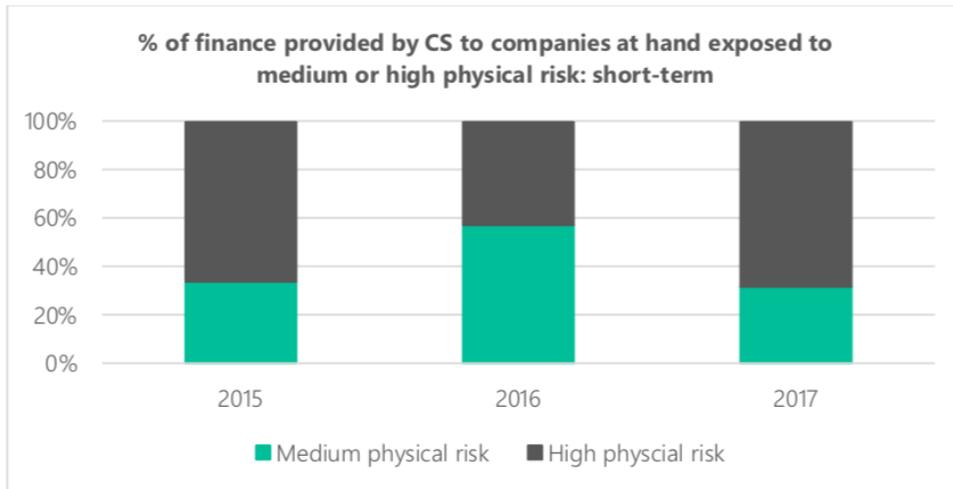
Graphique 4 :



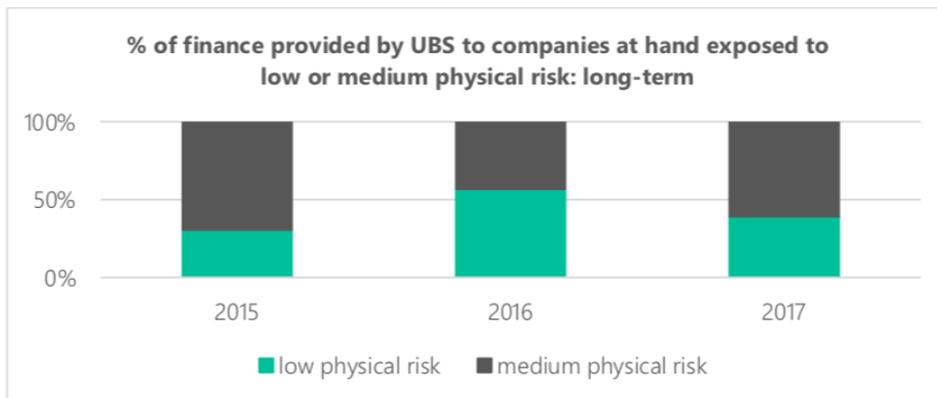
risque physique classé bas signifie qu'il n'y a pas de risque ou seulement des risques potentiels à moyen ou long terme (5 ans ou plus) dont il n'est pas sûr qu'ils pourraient être substantiels.

Risque physique classé moyen signifie que des risques peuvent survenir qui ont le potentiel d'avoir des conséquences substantielles à moyen terme. Risque physique classé haut signifie que ces risques peuvent survenir immédiatement et avoir un effet très substantiel.

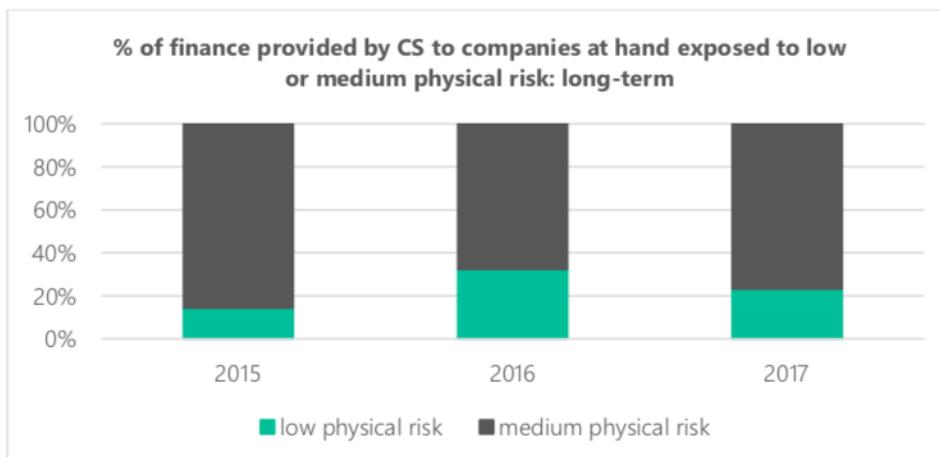
Graphique 5 :



Graphique 6 :



Graphique 7 :



Le sommet de l'iceberg

L'étude du financement par Credit Suisse et UBS de seulement 47 entreprises actives dans les combustibles fossiles extrêmes montre très clairement que ces relations d'affaires ont d'énormes effets sur le climat. Si nous avons aussi tenu compte dans notre analyse du financement d'entreprises dans le domaine des combustibles fossiles conventionnels et d'autres clients grands émetteurs de carbone, l'influence négative de ces deux banques sur le climat serait encore bien pire.

Comme il n'y a pas de règles contraignantes sur la façon de rendre compte des risques climatiques, peu d'instituts financiers européens progressistes ont commencé à analyser leurs activités commerciales et à rapporter dans quelles mesures ils contribuent au changement climatique et y sont simultanément soumis. Et peu d'entre elles ont commencé à adapter leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités climatiques.

Ce qui doit changer

Credit Suisse et UBS doivent

- urgemment présenter des plans clairs avec échéanciers pour harmoniser tous leurs flux financiers avec les objectifs définis dans l'Accord de Paris.
- cesser de financer de nouvelles centrales au charbon.
- ne plus financer d'entreprises qui réalisent de nouvelles centrales au charbon.
- mettre fin au financement d'entreprises qui produisent plus de 30% de leur électricité en brûlant du charbon.
- cesser de financer des entreprises ayant une capacité charbon installée de plus de 10 GW.
- cesser de financer des mines qui extraient plus de 20 millions de tonnes de charbon ou dont le chiffre d'affaires est généré à 30% ou plus par l'extraction de charbon thermique.
- cesser de financer des entreprises qui n'ont pas préalablement reçu l'assentiment des populations autochtones concernées par leurs projets et qui contreviennent aux accords internationaux sur les droits des populations autochtones.
- cesser de financer des projets qui n'ont pas l'assentiment des populations autochtones concernées et qui contreviennent aux accords internationaux

sur les droits des populations autochtones.

- laisser terminer le financement et exclure le soutien financier d'entreprises qui ont des plans d'extension des sables bitumineux ou qui font plus de 30% de leurs affaires dans le secteur des sables bitumineux (exploration, production, transport). Il faut aussi cesser de financer les projets de sables bitumineux et il faut les exclure à l'avenir.
- laisser terminer le financement d'entreprises qui investissent dans des combustibles fossiles extrêmes comme le pétrole arctique ou de haute mer, et le gaz naturel liquéfié (GNL). Exclure de reconduire le financement de telles entreprises.